

## [ARTICLE 470.]

Nous pouvons donc conclure que, dans les législations antérieures, c'était un principe à peu près généralement reconnu, que l'usufruitier n'avait pas d'action contre le nu-propiétaire pour le contraindre à faire les grosses réparations.

---

\* C. N. 606. — Semblable au texte.

---

|  |  |
|--|--|
| <p>470. Ni le propriétaire ni l'usufruitier ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, ou ce qui a été détruit par cas fortuit.</p> | <p>470. Neither the proprietor nor the usufructuary is obliged to rebuild what has fallen into decay or what has been destroyed by unforeseen event.</p> |
|--|--|

---

Voy. *ff. L. 7, § 2. De usuf. et quem.*, sous art. 468.

\* *ff. L. 46, § 1, De usuf. et quem.* } Si testator jusserit, ut heres reficeret in-  
 fructuarius ex testamento ajere, ut heres reficeret. (PAULUS).

\* *Ibid, L. 65, § 1.* } Non magis heres reficere debet, quod vetus-  
 tate jam deterius factum reliquisset testator,  
 quam si proprietatem alicui testator legasset. (POMPONIUS).

---

\* *Domat (Remy), p. 323.* } Le propriétaire n'est pas tenu de  
*De l'usuf., sec. 5, n. 5.* } refaire ou de remettre en bon état ce  
 qui se trouve ou démoli ou endommagé au temps que l'usu-  
 fruit est acquis, si ce n'est que ce fût par son fait, ou qu'il fût  
 chargé par le titre de remettre les choses en bon état. Mais  
 l'usufruitier est restreint au droit de jouir de la chose en  
 l'état qu'elle est, quand ce droit lui est acquis ; de même que  
 celui qui acquiert la propriété d'une chose, ne doit l'avoir que  
 telle qu'elle était lorsqu'il l'a acquise.